

REPUBLIQUE DU NIGER



En partenariat avec



COMMUNIQUE FINAL DE LA CONFERENCE SUR LE FINANCEMENT DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ACCELERE ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (SDRP)

1. Les 25 et 26 octobre 2007 s'est tenue, au Palais d'Egmont à Bruxelles, la Conférence des Partenaires du Niger sur le Financement de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) 2008-2012.
2. La Conférence a été organisée par le Gouvernement nigérien en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Commission Européenne et le Royaume de Belgique et a bénéficié du soutien des autres Partenaires au Développement particulièrement le Système des Nations Unies y inclus la Banque Mondiale.
3. La cérémonie d'ouverture a été placée sous le haut patronage de S.E.M Seini Oumarou, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, entouré des membres du Gouvernement, des Représentants des Institutions de la République, ainsi que des Cadres de l'administration.
4. Les délégations des pays, institutions, agences de financement et organisations suivantes ont pris part à la Conférence: Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Canada, Chine, Danemark, Egypte, Espagne, France, Haïti, Italie, Japon, Lybie, Luxembourg ; Maroc, Suisse, Turquie, USAID, Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI), Agence Française de Développement (AFD), AFRISTAT, AREVA, Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) Banque Islamique de Développement (BID), Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Banque Mondiale, Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires(OCHA), Commission Européenne (CE), Commission des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) Coopération Technique Allemande (GTZ), Fonds Monétaire International (FMI), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Organisation Internationale des Migrations (OIM), Programme Alimentaire Mondial (PAM), Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (Fonds de l'OPEP), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Représentation du Maghreb à la Commission

Européenne, Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), UNESCO CARE INTERNATIONAL, Eau vive ; OIREN, OXFAM, Plan International, .

5. Ont également participé à la Conférence, des représentants de la Société Civile nigérienne (Réseau des Jeunes Leaders pour les OMD, Association Nigérienne de Défense des Droits de l'Homme (ANDDH) et l'Association des Femmes Juristes du Niger (AFJN) et ceux du Secteur Privé nigérien particulièrement la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCAIAN).
6. L'ouverture de la Conférence a été marquée par l'allocution de bienvenue de Madame Sabine Laruelle, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes chargée de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique et discours d'ouverture de S.E.M Seini Oumarou, Premier Ministre, Chef du Gouvernement suivis des interventions de Monsieur Mousapha Soumaré, Directeur Adjoint du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD et Monsieur Louis Michel, Commissaire Européen au Développement et à l'Action humanitaire.
7. Dans son allocution, la Ministre de la Coopération a marqué son appréciation pour le caractère participatif de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) qui dégage clairement les objectifs du Niger à travers la vision définie dans la SDRP. Cette nouvelle stratégie doit devenir, pour la période 2008-2012, le cadre privilégié de tous les partenaires du Niger. Elle a relevé les défis majeurs qui méritent de son point de vue une attention particulière notamment veiller à maintenir l'être humain au centre du processus de développement, d'assurer la promotion du genre, de garantir la paix et la sécurité et d'assurer les bases d'une bonne gouvernance essentielles à la réduction de la pauvreté et au développement.
8. Dans son discours d'ouverture, S.E.M Seini Oumarou, Premier Ministre, Chef du Gouvernement après avoir remercié les Autorités du Royaume de Belgique, pour l'accueil, la commission Européenne et le programme des Nations Unies pour le Développement qui ont accepté de co-parrainer la rencontre, a également exprimé sa profonde gratitude à tous ceux qui ont tenu à répondre positivement à l'invitation à la conférence.
9. Le premier Ministre a tenu d'entrer de jeu à lever certaines équivoques relatives à l'actualité nationale caractérisée par la recrudescence de l'insécurité dans le Nord du Pays, l'interpellation de deux journalistes nigériens ainsi que les irrégularités constatées dans la gestion des fonds du Programme Décennal de l'Education. En ce qui concerne, la situation qui prévaut dans la partie septentrionale du pays, il a réaffirmé que toutes les institutions de la République du Niger sont disposées à tout dialogue constructif si tant est qu'il se déroule dans le cadre républicain souverainement défini. Par rapport à l'interpellation des journalistes, il a relevé que le Niger d'aujourd'hui est un Pays profondément démocratique et un Etat de Droit dont la presse est parfaitement libre. Les journalistes ont été interpellés sur la foi d'éléments liés aux questions de sécurité et non à l'exercice de leurs fonctions de journalistes. Ils ont été mis à la disposition de la justice nigérienne qui dira le droit. De même, sur l'Affaire dite du MEBA (Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation), il a souligné que les irrégularités commises,

dans les procédures de passation des marchés ne remettaient pas en cause le mécanisme prévu par les lois et règlements de la République du Niger. Tout en indiquant avoir tiré les leçons de cette douloureuse expérience, il a regretté le gel par les partenaires au développement de certains fonds alloués au Programme. Il a cependant noté avec satisfaction l'engagement et la volonté des partenaires à accompagner le Niger pour une reprise effective des appuis dans le domaine de l'éducation.

10. Son Excellence Monsieur le Premier Ministre a ensuite dans son intervention insisté sur les points suivants:

- Ø Les progrès enregistrés grâce à la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, première génération à travers le Programme Spécial du Président de la République et les interventions des partenaires au développement ;
- Ø Les défis qui restent à relever notamment la persistance de la pauvreté et le niveau préoccupant des indicateurs sociaux du fait des contraintes démographique, politique, économique et physique ;
- Ø La nouvelle vision de la Stratégie de Développement, qui tient davantage compte des potentialités et des réalités du pays, autant que d'un contexte national et international en pleine mutation. Cette vision est bâtie sur une volonté affirmée de réaliser une Croissance soutenue, créatrice d'emplois et de revenus, notamment dans la sphère des pauvres et le développement humain durable dans un cadre macro-économique stable et un contexte de bonne gouvernance ;
- Ø les attentes du Gouvernement par rapport à la conférence notamment la confirmation par les partenaires au développement de leur détermination à soutenir la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, et les modalités pratiques de sa mise en œuvre à travers un nouveau cadre de partenariat ; l'harmonisation des modalités, des procédures et des méthodes d'intervention des partenaires au développement, la recherche d'une coordination efficace de l'aide et la mise en place de mécanismes de revue consensuels et la mobilisation des ressources financières additionnelles ;
- Ø L'ampleur des réformes institutionnelles et des procédures engagées par le Gouvernement, pour répondre aux normes d'une gestion transparente et efficace des ressources disponibles.
- Ø La ferme volonté du Gouvernement de poursuivre les réformes engagées ;
- Ø Enfin, la nécessité d'une mobilisation accrue des aides extérieures et d'un renforcement de l'efficacité de l'aide à travers l'approche programme et une harmonisation des procédures des partenaires. Il a ainsi invité les partenaires à accompagner le Niger dans ses ambitions légitimes de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des OMD.

11. Après le discours du Premier Ministre, dans leurs interventions, Monsieur Moustapha Soumaré, Directeur Adjoint du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD et Monsieur Louis Michel, Commissaire Européen au Développement et à l'Action humanitaire ont salué l'initiative du Gouvernement nigérien de tenir la Conférence et apprécié les efforts déployés par le Niger dans la mise en place d'un cadre institutionnel et économique favorable à la lutte contre la pauvreté. Ils ont mis en exergue les progrès réalisés ainsi que les défis majeurs qui restent à relever. Ils ont également invité la communauté

internationale à accompagner le Niger sur le sentier de l'émergence et de la réalisation des Objectifs du Millénaire du Développement pour le bien être des populations.

12. Le Directeur Adjoint du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD a indiqué que la Conférence se tient sous des auspices particulièrement favorables marquées au plan international par un engagement plus soutenu de la communauté internationale à aider les pays en développement à accélérer la progression vers les OMD comme en témoigne la récente Déclaration conjointe des membres du Groupe de Pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique ; au plan national, il a noté la volonté et l'ambition manifeste du gouvernement à lutter davantage contre la pauvreté avec la SDRP qui constitue une opportunité historique et une fondation solide pour accélérer les progrès importants dans la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des OMD. Cependant, il a relevé les principaux défis auxquels le Gouvernement devra faire face notamment l'amélioration du climat des affaires pour un développement harmonieux du secteur privé, la consolidation de la paix et de la sécurité et le renforcement du processus démocratique. Le Directeur Adjoint a réitéré l'appui du PNUD pour la mise en œuvre efficace de la SDRP et indiqué que les Agences du Système des Nations Unies ont convenu d'aligner leur Plan Cadre d'Assistance aux Pays (UNDAF) à la SDRP. Il a lancé un vibrant appel à l'ensemble des partenaires au développement et à toute la communauté internationale pour un soutien ferme et résolu à la mise en œuvre effective de la SDRP 2008-2012 du Niger dans un cadre de coordination favorable à l'efficacité de l'aide au développement.
13. Le Commissaire au Développement et à l'Action humanitaire, après avoir présenté la vision de l'Union Européenne dans ses relations avec le continent africain, a relevé la nécessité d'un véritable dialogue politique serein et franc sur les priorités de développement et sur la façon et les moyens de les atteindre. Il a par ailleurs assuré que l'Union Européenne mettra tout en œuvre en termes qualitatifs et quantitatifs pour la réalisation des OMD. En ce qui concerne la qualité de l'aide, il a souligné l'importance d'une meilleure coordination et l'harmonisation des actions des partenaires au développement pour appuyer efficacement les efforts propres des pays. Dans cette démarche d'application de la division du travail entre partenaires, il a souhaité que le Niger serve de cas d'école. Dans la poursuite de sa contribution au développement, la Commission Européenne a introduit dans le 10ème FED une tranche incitative sur la gouvernance dont bénéficiera le Niger à hauteur de 25% de son allocation de base. Par ailleurs, en ce qui concerne la situation d'insécurité dans le nord, il a réaffirmé le soutien de la Commission Européenne en faveur de toute initiative du Niger et des autres pays frontaliers visant à assurer une stabilité gage d'un développement durable de la zone. Il a également souligné l'importance des accords de partenariats économiques à travers lesquels les pays de la CEDEAO pourraient bénéficier des avantages de la globalisation s'ils s'engagent résolument à mettre en œuvre les réformes nécessaires au niveau institutionnel, des infrastructures, de l'environnement des affaires et de la création des marchés régionaux.
14. Après la visualisation du Film Documentaire sur le Niger qui a permis aux participants de mieux apprécier les conditions de vie des populations, comprendre les défis auxquels le pays est confronté et ses perspectives de développement, la conférence a également enregistré les remarques d'introduction respectivement de Monsieur Madani Tall,

Directeur des Opérations pour le Niger à la Banque Mondiale (BM), Monsieur Amadou Boubacar Cissé, Vice-Président de la Banque Islamique de Développement, Monsieur Jean Marc Chataigner, Directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie, France et de Monsieur Emilio Sacerdoti, Chef de Division Afrique du Fond Monétaire International (FMI) qui ont unanimement félicité les autorités nigériennes pour l'organisation de la Conférence. Ils ont reconnu la pertinence de la démarche du Niger caractérisée par une appropriation du processus par les autorités nigériennes. Les intervenants ont fortement apprécié la qualité du travail réalisé. Ils ont relevé les performances enregistrées tant au niveau économique que social. Cependant, ils ont souligné les défis majeurs auxquels le gouvernement devrait trouver des réponses idoines en vue d'accélérer la réalisation des OMD. Parmi ces défis, on peut noter la forte croissance démographique, la coordination de l'aide, le renforcement de la gouvernance, l'amélioration de l'environnement des affaires, les réformes macro économiques, la mobilisation des ressources internes, l'intégration régionale ainsi que la consolidation de la paix et de la sécurité base fondamentale de conduite du processus de développement. Ils ont réaffirmé leur engagement à soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) et ont invité les autres partenaires à accroître le volume et la qualité de l'aide au développement au Niger.

15. La Conférence s'est poursuivie par une série d'exposés sur la SDRP, son Plan d'Actions 2008-2012, des témoignages d'expériences des partenaires techniques et financiers, de la Société Civile et du Secteur Privé ainsi que des discussions et échanges de points de vue. La Co-présidence de cette séance a été assurée par SEM, Seini Oumarou, Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Niger, Monsieur Moustapha Soumaré, Directeur Adjoint du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD et Monsieur Patrick Spirlet de la Commission Européenne.
16. Les exposés relatifs à la SDRP effectués par les membres du Gouvernement ont porté sur : l'état des lieux, le développement du capital humain et la gouvernance, la stratégie de croissance, les besoins de financement et la coordination de l'aide ainsi que le mécanisme de suivi-évaluation. Il ressort des exposés que des progrès significatifs ont été enregistrés au cours de la mise en œuvre de la première Stratégie de Réduction de la Pauvreté notamment dans les domaines de la croissance économique, des secteurs sociaux et de la gouvernance. Nonobstant ces progrès, des défis majeurs subsistent pour inscrire le Niger dans une dynamique de croissance accélérée et de réduction de la pauvreté. Pour faire face à ces défis le gouvernement ambitionne de mettre en œuvre plusieurs stratégies et programmes sectoriels pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en vue d'améliorer les conditions de vie des populations. L'accent sera mis sur le développement du capital humain et de la gouvernance qui favorisent la productivité et l'efficacité économique pour une croissance favorable aux pauvres. Cette stratégie de croissance passera par le développement des grappes à haut potentiel et créatrices d'emplois identifiés dans la SDRP, la stabilité du cadre macro-économique et le développement des infrastructures. Les besoins de financement estimés à 7601 milliards de FCFA devront être couverts par les ressources internes et les ressources externes. A cet égard, le gouvernement s'est engagé à renforcer la mobilisation des ressources internes notamment par l'augmentation des recettes fiscales et la recherche des ressources extérieures complémentaires particulièrement à travers les

dons et les prêts à taux concessionnels. Dans cette perspective, et dans la droite ligne de la rencontre sur l'harmonisation de l'aide au développement, le gouvernement mettra en œuvre le Plan d'Actions de la Déclaration de Paris avec l'appui de ses partenaires. De même, la mise en place d'un système de suivi-évaluation performant qui fournira des informations de qualité servira de cadre pour l'application de la gestion axée sur les résultats pris comme principe de la SDRP.

17. En outre, les partenaires techniques et financiers présents au Niger ont partagé des témoignages d'expériences à travers lesquels ils ont souligné les dynamiques positives en cours dans les secteurs sociaux, le secteur rural, les finances publiques et le cadre macro-économique, la gouvernance et le mécanisme de suivi-évaluation au regard des réformes et mesures prises par le Gouvernement. Ils ont salué les efforts du Gouvernement pour se doter d'une Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) incluant une liste d'interventions appropriées alliant les impératifs de réajustement de court terme et de vision stratégique à plus long terme pour la réalisation des OMD. Les intervenants ont cependant relevé l'urgence des actions à entreprendre en vue de consolider ces acquis et de parachever certaines réformes institutionnelles et économiques particulièrement en matière de consolidation du processus démocratique, de gestion des finances publiques, de renforcement des capacités, de décentralisation et d'amélioration des services sociaux. Ils ont également invité le Gouvernement à améliorer la capacité d'absorption des financements et ont affirmé leur disponibilité à lui accorder des appuis continus afin de lui permettre de consolider les réalisations et d'atteindre avec succès les OMD.
18. Les représentants de la Société Civile et du Secteur Privé nigérien ont confirmé leur implication à l'élaboration de la DSRP et leur entière disposition pour jouer un rôle actif dans sa mise en œuvre. Ils ont noté que la participation de la Société Civile constitue des éléments d'accompagnement des actions de développement. Ils ont particulièrement souligné l'importance de la contribution prise en compte de la participation de la jeunesse dans le au développement économique et social. De même, le secteur privé constitue un des leviers d'accélération de la croissance par la promotion des investissements et le développement des partenariats publics/ privés. Ils ont enfin invité les partenaires à soutenir les efforts du gouvernement pour améliorer le bien être des populations.
19. A l'issue des discussions et échanges de points de vue qui ont suivis les différentes interventions, tous les partenaires au développement présents à la conférence ont unanimement reconnu la pertinence de la démarche du Gouvernement et l'encouragent à persévérer dans ce sens. Ils ont réaffirmé leur engagement à faire de la SDRP, l'unique cadre de référence de leur appui à la politique économique, financière et sociale du Niger, et ont exprimé leur ferme volonté de faire de cet engagement une réalité concrète.
20. Les participants à la Conférence ont encouragé le gouvernement dans la poursuite des efforts en matière de bonne gouvernance économique, démocratique et locale et mis l'accent sur la nécessité de boucler le financement de certaines interventions inscrites dans le Plan d'Actions Prioritaires de la SDRP 2008-2012.

Ø En matière de gouvernance, les intervenants ont souligné la nécessité de

consolider le processus démocratique, de poursuivre la décentralisation, d'assurer une transparence dans la gestion budgétaire, de veiller à la lutte contre la corruption au respect des droits de l'homme et des libertés publiques. Sur la question de la sécurité dans le Nord du pays, les participants ont souhaité un règlement rapide et durable de la crise afin d'assurer un développement soutenu pour le pays et la sous région.

- Ø S'agissant des secteurs sociaux, il a été noté l'urgence d'une affectation substantielle des ressources futures en vue d'assurer l'atteinte des OMD et le respect des engagements internationaux.
 - Ø En ce qui concerne la maîtrise de la croissance démographique, ils ont encouragé le gouvernement à poursuivre et à intensifier les efforts entrepris.
 - Ø Concernant le développement rural qui est reconnu comme moteur de la croissance à travers la SDRP, le Niger devra s'assurer de la mise en œuvre effective de la Stratégie de Développement Rural comme cadre de référence de toutes les interventions en renforçant notamment les capacités institutionnelles.
 - Ø L'amélioration de l'environnement des affaires, les opportunités de l'intégration régionale et l'exploitation des potentialités dont dispose le Niger devront servir de base pour le développement du secteur privé reconnu comme levier de la croissance.
 - Ø En ce qui concerne, l'efficacité et la coordination de l'aide au développement, les participants ont unanimement reconnu l'importance de cette approche et se sont prononcés favorablement pour la mise en œuvre du Plan d'Actions de la Déclaration de Paris issu de la rencontre sur l'harmonisation et la coordination de l'aide de Niamey.
 - Ø Dans le cadre de la mobilisation de ressources, les participants ont encouragé le gouvernement à accroître la mobilisation des ressources internes et à prendre en compte des aspects relatifs à la soutenabilité de la dette ainsi que les capacités d'endettement.
 - Ø Enfin, ils ont relevé l'importance de la prise en compte de la dimension de l'intégration régionale dans la mise en œuvre de la SDRP.
21. Plusieurs partenaires ont souligné l'importance de la valorisation des ressources humaines en tant que facteur essentiel de développement. Ils ont mis en exergue l'effort consenti par les partenaires dans ce domaine pour accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre du programme global de renforcement des capacités.
22. Le financement de la SDRP au moyen d'appuis budgétaires sera recherché et favorisé auprès de bailleurs de fonds dont les statuts le permettent et dès lors que les modalités seront définies.
23. Le déficit actuel pour le financement de la SDRP est estimé par le Gouvernement à 4942 milliards FCFA pour la période 2008-2012. Pendant la conférence, l'ensemble des partenaires se sont engagés à poursuivre et à intensifier leurs aides au Niger. Le Gouvernement recherchera des allocations additionnelles lors des négociations avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux dans les prochains mois.
24. Lors des Déclarations et Annonces des partenaires, les indications de plusieurs Chefs de

Délégation ont permis de préciser leurs contributions attendues en appui à la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP). Ainsi, la conférence a permis d'enregistrer des annonces à hauteur de 1633 milliards de FCFA (2, 489 millions d'euros, 3,266 millions de dollars). Ce qui met en exergue la qualité et l'excellence des rapports de coopération et d'amitié entre le Niger et ses partenaires. Certains partenaires ont exprimé leurs intentions de participer au financement du barrage de Kaindadjji pour une enveloppe estimée à 300 millions de dollars. Certains partenaires ont annoncé des contributions techniques qui restent à valoriser. D'autres financement acquis seront également intégrés dans le montant total des ressources mobilisées en particulier les annonces faites à Doha dans le cadre de la conférence sur la sécurité alimentaire. Enfin d'autres sources de financement ont été identifiés et pour lesquels des mécanismes de mobilisation seront déterminés.

25. Certains partenaires n'ayant pas fait d'annonce immédiate fourniront ultérieurement des précisions quant à leur appui.
26. Par ailleurs les partenaires au développement ont exprimé le souhait dans le cadre des travaux de la Conférence d'approfondir les discussions sur la finalisation et la signature des conventions de financement afin de permettre une mise en œuvre efficace de la SDRP et d'asseoir les mécanismes de suivi des conclusions et recommandations de la présente Conférence.
27. De son côté le gouvernement s'est engagé à mettre en place les mécanismes de suivi et de concertation prévus à cet effet et à tout mettre en œuvre pour améliorer la mobilisation et la bonne utilisation des ressources.
28. En conclusion, toutes les parties prenantes s'engagent à mettre en œuvre les principales recommandation relevées à l'occasion de la Conférence tenue a Bruxelles les 25 et 26 Octobre 2007..

Fait à Bruxelles, le 26 octobre 2007
LA CONFÉRENCE